



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE

ZONE INDUSTRIELLE
51530 Oiry

Références : -
Code AIOT : 0005701543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement VERALLIA FRANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE 51530 Oiry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE
- ZONE INDUSTRIELLE 51530 Oiry
- Code AIOT : 0005701543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERALLIA exploite une verrerie sur le territoire de la commune d'Oiry. La capacité de fusion de l'installation est supérieure à 20 tonnes par jour. À ce titre, cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exhaustivité de la surveillance des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 5 Règlement MRR 2018/2066	Sans objet
2	Découpage en sous-installations	Règlement européen du 19/12/2018, article 10 Règlement FAR 2019/331	Sans objet
3	Sources de données (quantités de chaleur mesurable produite)	Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1 et 7.2 Règlement FAR 2019/331	Sans objet
4	Incertitudes des données d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 28.1.b) Règlement 2018/2066	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la correction rapide de l'exploitant d'une procédure détaillant les méthodes de détermination du tonnage de bouteilles produites annuellement, aucune non-conformité ne reste à lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exhaustivité de la surveillance des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 5 Règlement MRR 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions
Prescription contrôlée : La surveillance et la déclaration sont exhaustives et couvrent toutes les émissions de procédé et de combustion provenant de l'ensemble des sources d'émission et des flux liés aux activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE et aux autres activités incluses en application de l'article 24 de cette directive, ainsi que les émissions de tous les gaz à effet de serre indiqués en rapport avec ces activités, tout en évitant une double comptabilisation. Les exploitants et les exploitants d'aéronefs prennent des mesures appropriées pour éviter toute lacune dans les données au cours de la période de déclaration.

Constats :

Sur l'installation, les matières premières livrées par camion sont déchargées dans deux trémies puis acheminées dans des silos via une bande transporteuse. Un système de supervision permet de doser les matières premières à partir des silos en fonction du type de production. Les différents dosages de matière sont consignés dans des listes enregistrées dans le système. Lors de l'inspection, l'agent en charge du dosage a présenté une liste élargie des matières pouvant rentrer dans la composition des contenants. Aucune matière émissive en termes de gaz à effet de serre autres que celles déjà déclarées par l'exploitant n'a été identifiée. L'exploitant doit déclarer annuellement les quantités de combustibles et de matières émissives dans le cadre du système d'échange de quotas d'émissions.

Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Découpage en sous-installations

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 10 Règlement FAR 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

1. Aux fins de la communication des données et de la surveillance, l'exploitant divise chaque installation remplissant les conditions d'allocation de quotas d'émission à titre gratuit en vertu de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE en sous-installations. À cet effet, les intrants, les extrants et les émissions de l'installation sont attribués à une ou plusieurs sous-installations à l'aide d'une méthode permettant de quantifier les fractions précises des intrants, des extrants ou des émissions concernés à attribuer à chaque sous-installation. [...]

2. Afin d'attribuer les intrants, les extrants et les émissions d'une installation aux sous-installations, l'exploitant exécute les étapes suivantes, classées par ordre de priorité décroissant: a) si un des produits faisant l'objet des référentiels énumérés à l'annexe I est produit dans l'installation, l'opérateur attribue les intrants, les extrants et les émissions s'y rapportant aux sous-installations avec référentiel de produit, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII;

[...]

c) si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec référentiel de combustibles sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a) ou b), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec référentiel de combustibles, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII;

d) si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec émissions de procédé sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a), b) ou c), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec émissions de procédé, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII.

[...]

Constats :

Dans le cadre du système d'échange de quotas d'émissions, l'exploitant bénéficie annuellement d'allocations de quotas gratuits en fonction du tonnage de bouteilles de moins de 2,5 L produites. Des allocations gratuites sont également versées pour la consommation de combustible et les

<p>émissions de gaz à effet de serre liées à la production des bouteilles de plus de 2,5 L.</p> <p>Il a été constaté la présence de contenants de moins de 2,5 L et de plus de 2,5 L. L'exploitant a expliqué que les contenants de moins de 2,5 L représentaient la plus grande partie de sa production, ce qui est cohérent avec les déclarations des niveaux d'activité déposées.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Sources de données (quantités de chaleur mesurable produite)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1 et 7.2 Règlement FAR 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.</p> <p>Article 7.2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:</p> <p>a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à la réglementation, l'exploitant doit utiliser les sources de données les plus exactes pour la détermination des quantités de bouteilles produites. L'exploitant devrait peser la production de bouteilles après conditionnement pour déterminer le tonnage produit au moyen d'appareils de mesure certifiés. Au motif d'infaisabilité technique, l'exploitant bénéficie d'une dérogation accordée par le préfet de la Marne pour utiliser une autre méthode. Cette méthode est décrite par l'exploitant dans un document annexe au plan méthodologique de surveillance (PMS) qui cadre les méthodes utilisées pour la détermination des déclarations des niveaux d'activité. D'après cette annexe, le tonnage produit est calculé en comptabilisant les palettes conditionnées, en multipliant leur nombre par le nombre de bouteilles correspondant et en multipliant ce nombre par un poids moyen de bouteille. Le document annexe explique que des bouteilles sont pesées plusieurs fois par jour sur la ligne de production. Ces mesures servent à calculer un poids moyen qui est ensuite remonté dans le système de gestion du site et utilisé pour le calcul du tonnage de production annuelle.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que des opérations de contrôle du poids des bouteilles sont bien effectuées. La pesée est effectuée au moyen de balances. Les mesures sont communiquées automatiquement des balances vers un système de gestion de production. Le poids moyen mesuré est appelé poids de travail. Ce poids est reporté à la main du système de gestion de production vers le système de gestion global. Contrairement à ce qui est décrit dans le document annexe au PMS, le poids mesuré moyen n'est pas toujours reporté, mais c'est le poids cible théorique qui est</p>

<p>renseigné à la place, en fonction de l'écart existant avec le poids cible.</p> <p>À la demande de l'Inspection, l'exploitant a rapidement corrigé sa procédure en explicitant l'utilisation systématique du poids de travail. La nouvelle version corrigée de la procédure a été transmise à l'Inspection.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Incertitudes des données d'activité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 28.1.b) Règlement 2018/2066</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 28 Systèmes de mesure sous le contrôle de l'exploitant</p> <p>1. Pour déterminer les données d'activité conformément à l'article 27, l'exploitant utilise les résultats de mesurage fournis par les systèmes de mesure placés sous son propre contrôle dans l'installation, pour autant que les conditions suivantes soient réunies: [...]</p> <p>b) l'exploitant est tenu de faire en sorte que, au moins une fois par an et après chaque étalonnage des instruments de mesure, les résultats de l'étalonnage multipliés par un facteur de correction prudent soient comparés aux seuils d'incertitude requis. Le facteur de correction prudent se fonde sur une série chronologique appropriée d'étalonnages antérieurs de l'instrument en question ou d'instruments similaires, afin de tenir compte de l'effet de l'incertitude en service.</p> <p>En cas de dépassement des seuils associés aux niveaux approuvés conformément à l'article 12 ou en cas de non-conformité de l'équipement à d'autres exigences, l'exploitant prend des mesures correctives dans les meilleurs délais et en informe l'autorité compétente.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, par sondage, deux des balances servant à déterminer les poids de travail ont été contrôlées. L'exploitant a présenté deux rapports de contrôles conformes datant de moins d'un an pour les deux balances visées.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>